Entretien de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, avec France 2 le 4 juin 2013, sur l'utilisation d'armes chimiques en Syrie.

2013-06-04

Q - Des échantillons avaient été rapportés à des fins d'analyse. Les résultats sont tombés aujourd'hui. Ils démontrent la présence de gaz sarin. Bonsoir Laurent Fabius, C'est vous qui venez de communiquer ces résultats. C'est donc une annonce importante, qui peut avoir un impact peut-être décisif. D'abord, pour que les choses soient bien claires, est-ce que cela signifie, Monsieur le Ministre, que vous n'avez aucun doute, notamment sur l'origine des échantillons qui ont été analysés ?

R - Nous n'avons aucun doute sur le fait que des gaz ont été utilisés. Pourquoi ? D'une part, parce que vos collègues du Monde - qu'il faut féliciter- nous ont remis des échantillons que nous avons fait analyser. D'autre part, dans une autre circonstance, nous avons remonté toute la chaîne et nous avons également fait analyser les autres échantillons. La conclusion du laboratoire est claire : il y a du gaz sarin.

L'autre question est la suivante : peut-on tracer qui est à l'origine du gaz sarin ? Dans le deuxième cas, il ne fait aucun doute que c'est le régime de Bachar Al-Assad et ses complices. Nous avons remonté l'intégralité de la chaîne depuis le moment où l'attaque a eu lieu, le moment où les gens ont été tués, le moment où nous avons le prélèvement et le moment où nous le faisons analyser.

Quelle a été la réaction de la France ? Nous avons eu ces résultats il y a très peu de temps et, immédiatement, j'ai demandé aux représentants de la commission de l'ONU qui se penche sur ces sujets de venir. Je leur ai remis la totalité de nos documents. Maintenant, nous demandons que les Nations unies puissent faire leur travail, en particulier que ses représentants aient accès à tout le territoire syrien comme ils le demandent.

Q - On avait entendu une expression, il y a quelques semaines, celle de «ligne rouge». Les États-Unis, soutenu - en tout cas on en avait le sentiment - par ses alliés disait : «si des armes chimiques avaient été utilisées par Al-Assad, on aura franchi la ligne rouge, celle qui nous obligera à intervenir d'une manière ou d'une autre». Est-ce que cette ligne rouge est bel et bien franchie d'après vous ?

R - Il y a incontestablement une ligne qui a été franchie. Donc, il y a la démarche ONU et, d'autre part, nous discutons avec nos partenaires - les États-Unis, les Britanniques, etc - de la manière éventuelle de réagir. Toutes les options sont sur la table, mais c'est un autre aspect.

Q - C'est-à-dire ?

R - Ou bien on décide de ne pas réagir, ou bien on réagit, y compris d'une façon armée, par rapport à l'endroit où est produit le gaz, là où il est détenu, là où il est stocké.

Q - Un bombardement ?

R - Nous n'en sommes pas là. C'est très complexe. Il faut aussi avoir à l'esprit que nous voulons à la fois la vérité, qu'il n'y ait pas d'impunité mais, en même temps, nous voulons qu'on arrête le conflit et nous préparons ce que l'on appelle la conférence de Genève II.

Comprenez bien qu'il faut à la fois réagir et, en même temps, ne pas bloquer la conférence, éventuelle, de la paix.

Q - La France, comme la Grande-Bretagne, s'est prononcée en faveur de la levée de l'embargo sur les armes. Il a été officiellement levé...

R- Pas encore.

Q - ... même si la décision de livrer des armes n'est pas immédiate. Est-ce que cela pourrait accélérer cette décision ?

R - Non. Ce sont deux choses différentes. L'Union européenne a décidé, au 1er août, de lever éventuellement l'embargo sur la livraison d'armes, c'est-à-dire de donner la possibilité, la faculté à chaque pays de l'Union européenne, de livrer des armes pour rééquilibrer les choses. Mais là aussi, il faut tenir compte de la situation politique. Nous travaillons en ce moment pour essayer de réunir une conférence de la paix. Il faut à la fois que nous réagissions, mais que cette réaction n'empêche pas la tenue de cette conférence - vous voyez la difficulté. En tout cas, la France a une position claire : vérité dite à tout le monde ; pas d'impunité ; aller vers une conférence de la paix.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 6 juin 2013

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/188088-entretien-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etrangeres-avec-f